

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 6 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANDEN MANUFACTURING EUROPE

ZA Le Quilliou
BP 30
35190 Tinténac

Code AIOT : 0005503522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SANDEN MANUFACTURING EUROPE implanté ZA Le Quilliou - BP 30 - 35190 Tinténac. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif pour la DREAL est de s'assurer qu'en cas d'incident, l'exploitant sait : où, comment et en quel volume sont stockés ses produits dangereux grâce notamment à un registre et un plan facilement communicables aux services de secours et aux services de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANDEN MANUFACTURING EUROPE
- ZA Le Quilliou - BP 30 - 35190 Tinténac
- Code AIOT : 0005503522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SANDEN produit des compresseurs pour l'industrie automobile. Le process comprend la fonderie (traitement des métaux et moulage) et le traitement de surface à base aqueuse des pièces, encadré sous la rubrique 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce dernier point permet de s'assurer que l'exploitant détient un registre des produits mis en œuvre et en assure une utilisation et un stockage conforme aux fiches de données de sécurité (FDS).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	connaissance de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 1,1
2	état des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 3.5.
3	connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 3.3.
4	généralités	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8
5	généralités	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
6	dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 15
7	récupération des eaux lors d'un sinistre	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19 > VII.
8	dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19
9	dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a pu vérifier le respect des prescriptions contrôlées. À aucun moment, l'appropriation par l'exploitant des risques présentés par les produits présents sur le site ainsi que les modalités de gestion mises en œuvre n'ont été prises en défaut lors de la visite de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : connaissance de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2003, article 1,1
Thème(s) : Risques chroniques, description des installations
Prescription contrôlée : La situation administrative du site a été actualisée au moyen d'un positionnement de l'exploitant fin 2023 : le site n'est plus classé en 2565 mais en 2563 depuis le démantèlement des trois machines à laver des pièces usinées.
Constats : L'entreprise effectue le nettoyage-dégraissage des pièces, essentiellement celles conçues par l'usine, par trempage dans des bains successifs de produits liquides à base aqueuse et hydrosolubles. Ces opérations sont effectuées dans des machines fermées. L'article 1 de l'arrêté préfectoral du site, daté du 23 décembre 2003, mentionne la rubrique 2565 dès lors que la rubrique 2563 n'existait pas à cette date. La création de la rubrique 2563 (décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013) a exclu cette activité de la rubrique 2565. Les produits utilisés sont AKUPUR - RENOCLEAN - SURTEC, les fiches de données de sécurité (FDS) ont été consultées par l'inspecteur. Les activités de nettoyage-dégraissage des pièces mises en œuvre sont conformes à la nomenclature et à classer sous la rubrique 2563 dès lors que ladite nomenclature précise, pour la rubrique 2565, dans sa définition « à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 2563 ». Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-dessous feront ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ou d'un courrier préfectoral actant le passage de la rubrique 2565 à la rubrique 2563 par bénéfice de l'antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : état des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, mise à jour du classement au titre des 4xxx
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a pu présenter un registre complet des quantités présentes sur le site pour la rubrique visée par l'inspection (2563 arrêté ministériel du 27 juillet 2015). Le registre mentionne en Q max 800 L pour l'AKUPUR et le RENOCLEAN et 2500 L pour le SURTEC. Les produits sont livrés en fûts et sont stockés dans un local dédié sur rétention. La nature et la quantité de produits a fait l'objet d'une lecture précise par le coordinateur prévention HSE en vue d'une mise à jour du classement au titre des rubriques 4xxx : aucun des produits présents n'est susceptible d'être classé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, application des FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : Pour les trois produits susvisés, les FDS ont été consultées sur place notamment pour y vérifier la compatibilité avec l'usage fait du produit sur le site. Les FDS sont connues et accessibles des personnes susceptibles d'utiliser ou manipuler les produits. Pour la vérification des conditions de stockage mentionnées sur la FDS (Sections 7.2 et 10.2) le choix s'est porté sur le produit SURTEC 131, dès lors que c'est le seul produit présentant des conditions précises dans la section 7.2 (température max/min, sol étanche, pas d'aliment). Lors de la visite du site et du local de stockage, entièrement sur rétention, ce point a été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Ces parties de l'installation sont appelées zones à risque. L'exploitant dispose d'un plan général de ces zones à risques qui précise les dangers associés.
Constats : Les plans des bâtiments indiquant les différentes zones de dangers et notamment les zones de stockages existent, sont facilement accessibles et présents à l'accueil à l'entrée du site. Ils seraient facilement communicables aux services de secours si nécessaire. Un second plan fait apparaître les zones de rétentions et les réseaux de collectes. Les plans sont à jour et aucune modification du site n'a nécessité de mise à jour de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, informations sur les risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan indiquant les différentes zones de stockage et d'utilisation des produits est accessible au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Il est concis et fait apparaître la date de mise à jour
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, plans des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification significative, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Le plan des réseaux de collectes et rétentions des eaux d'extinction a été fourni à l'inspecteur, il fait apparaître les dates de mise à jour. Les réseaux permettent le confinement et l'impossibilité de rejets en cas de sinistre. Les bâtiments sont « sprincklés » et sont sur rétention. De plus les activités de nettoyage-dégraissage sont effectuées dans des machines fermées ce qui devrait empêcher tout débordement vers les rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : récupération des eaux lors d'un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19 > VII.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion du risque de pollution en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
Constats : Les bâtiments sont sur des rétentions indépendantes (UP2 = 222 m ³ - UP1 = 1620 m ³). Le service Infrastructure Sécurité Environnement (notamment son Chef de service) constitue les personnes référentes. Il existe des plans de rappel à l'accueil en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : D'une manière générale, les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions des articles du chapitre III du présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.
Constats : Le service Infrastructure Sécurité Environnement dispose de listes d'entreprises qui effectueraient les opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.
Constats : Le service Infrastructure Sécurité Environnement s'assure de ce suivi et constitue les personnes référentes.
Type de suites proposées : Sans suite